

# HOUSE of CARDS

par Alain Bloëdt

A l'instar d'une Claire et d'un Frank Underwood bien connus des amateurs de séries télévisées, le couple franco-allemand, constitué par la chancelière Merkel et le président Macron, a donné priorité à ses propres intérêts au détriment du défi écologique et de la crise de la démocratie représentative.

Certains historiens raconteront sans doute que le concept du Spitzenkandidat (terme allemand qui désigne, dans le jargon institutionnel européen, la tête de liste du parti ayant remporté les élections européennes) né en 2014, s'est brisé avant même le début de la campagne quand, au printemps 2019, les eurodéputés ont rejeté le projet enthousiasmant de listes transnationales. Mais, à défaut d'officialiser sa mort définitive

- Sociaux-démocrates et Verts en tête, n'ont pas dit leur dernier mot – fallait-il pour autant que les chefs d'Etats et de gouvernements et les deux grands intrigants de ces tractations – France et Allemagne – en reviennent aux anciennes pratiques des arrangements en coulisse, sans transparence ?

Dans un contexte de défi à l'égard d'une Europe, plus de 60 ans après sa création, jugée toujours lointaine et technocratique,

Élection à la présidence de la commission #UE d'UrsulaVonderLeyen: un frein pour l'agenda progressiste Alain Bloëdt @ProgPost\_Feps



les électeurs avaient pourtant porté une note d'optimisme en participant plus qu'à l'accoutumée au scrutin. Ce regain de citoyenneté s'est cependant avéré insuffisant pour le président français, Emmanuel Macron. Comme il l'avait annoncé, avant même l'élection: sachant que son groupe parlementaire européen ALDE – auquel il a effacé depuis, l'empreinte libérale, en le rebaptisant ReNew – n'allait pas remporter l'élection, il n'était pas opportun de soutenir

“  
*A quelques mois de la célébration des 30 ans de la chute de Mur de Berlin et du quinzième anniversaire de l'élargissement de l'Union aux pays d'Europe centrale et de l'Est, l'absence parmi les nouveaux occupants à des postes clefs de l'UE d'un représentant de ces 10 pays sonne creux.*  
 ”

le système du Spitzenkandidat. La voie était ouverte pour des tractations dignes des conclaves romains !

Angela Merkel, quant à elle, comme elle l'a souvent fait de manière discrète et efficace, au cours de sa longue carrière politique, a tenté de régler ses problèmes internes en les déplaçant au niveau européen. Était-elle convaincue par la candidature de Manfred Weber, un pur membre de la CSU, ce parti bavarois partenaire compliqué de son propre parti, la CDU ? Difficile à dire. Pourtant, lors du congrès du Parti populaire européen, tenu à Helsinki en novembre 2018, elle a décidé de le soutenir au détriment d'un autre candidat, le pro-Européen, polyglotte et ancien Premier ministre finlandais Alexander Stubb, qui sera sèchement battu dans son fief. Puis, au gré des négociations et de l'abandon définitif du concept de Spitzenkandidat, elle a aussi réglé un autre problème domestique au ministère fédéral allemand de la défense où la présence d'Ursula von der Leyen devenait de plus en plus difficile à gérer en raison de nombreuses erreurs.

### *Les Spitzenkandidats*

Habiles, Macron et Merkel auront offert au bon peuple, exclu des négociations, un gage de satisfaction en nommant de manière inédite deux femmes d'expérience, Ursula von der Leyen et Christine Lagarde, mais qu'en est-il des autres ? Au rang des vainqueurs bien qu'en échec dans son pays : Charles Michel, Premier ministre belge, en affaires courantes, depuis que son allié de coalition gouvernementale, le parti nationaliste flamand (NVA), a refusé en décembre 2018 de signer le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières. La crise de trop pour Michel qui, pour conserver son poste de Premier ministre, aura accepté sans rien dire, durant quatre longues années, que son secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, Theo Francken, monopolise les débats autour de la question migratoire au détriment des enjeux fiscaux,

environnementaux, etc., et sans jamais proposer de réformes de fond dans ce domaine.

### *Donald Tusk, sans successeur*

Au cours de ces longues négociations qui auront duré pratiquement 6 semaines, deux autres contextes politiques, pourtant majeurs au niveau démocratique, semblent également avoir été éludés par le Conseil européen et son leadership bicéphale franco-allemand : le Brexit d'un côté et la fracture entre l'Europe de l'Est et de l'Ouest, de l'autre.

A quelques mois de la célébration des 30 ans de la chute de Mur de Berlin et du quinzième anniversaire de l'élargissement de l'Union aux pays d'Europe centrale et de l'Est, l'absence parmi les nouveaux occupants à des postes clefs de l'UE d'un représentant de ces 10 pays sonne creux. Certes la Hongrie et la Pologne ne sont pas des interlocuteurs faciles actuellement, mais ils restent minoritaires parmi les 10. Alors que les effets de la crise migratoire ne sont pas encore totalement retombés et que les modèles économiques s'opposent parfois entre pays fondateurs et pays toujours en rattrapage, à l'instar des débats autour de la Directive relative au détachement des travailleurs, l'absence d'un(e) ou de successeur(s) à Donald Tusk n'est pas le meilleur message envoyé par les pays fondateurs, surreprésentés avec un Belge, une Française, une Allemande et un Italien.

Le tropisme de Merkel et Macron pour l'Europe du dernier élargissement n'aura pas totalement été inexistant. Cédant opportunément au groupe de Visegrad et à l'Italie de Salvini, la chancelière et le président auront sacrifié sur l'autel de leurs intérêts nationaux deux Spitzenkandidaten, Manfred Weber et Frans Timmermans.

Au rang des nominés écartés, figure également un acteur majeur de cette Europe qui parfois vacille mais ne rompt pas : Michel Barnier. En effet, le négociateur en

chef européen, chargé de la préparation et de la conduite des négociations avec le Royaume-Uni au titre de l'article 50 des Traités, contribue avec brio à maintenir unis, depuis déjà plus de 3 ans, les 27 États-membres d'une Union européenne auxquels on prédisait d'autres départs à la suite du référendum britannique du 23 juin 2016.

## Différence de grille de lecture

Au-delà de ces considérations politiques essentielles, Emmanuel Macron et Angela Merkel ont également ignoré la vague verte qui a pourtant ébranlé leur pays respectif lors des élections européennes.

Passant de 8,9% aux dernières législatives de 2017 à 20,7% et obtenant la seconde position d'un scrutin national pour la première fois de leur histoire, les Verts allemands ont confirmé, au détriment de la coalition social-démocrate et conservatrice au pouvoir en Allemagne, l'importance fulgurante prise par les questions environnementales dans le débat public allemand. Et si Merkel a, par le passé, réagi en annonçant la sortie du nucléaire et du charbon, elle n'a en revanche pas du tout pesé sur le programme du candidat Weber et du Parti Populaire européen, pauvre en mesures écologiques. Un manque d'ambition qui montre combien les conservateurs européens semblent prêts encore à défendre bec et ongles les industries.

Les Verts français ont quant à eux obtenu, sans contestation, la troisième place au terme de ce scrutin européen. Si la REM a su attirer sur sa liste quelques figures écologistes bien connues comme elle avait su séduire, deux ans plus tôt, de nombreux socialistes lors des élections présidentielles et législatives françaises, son retournement stratégique sur l'écologie n'a pas convaincu. Jamais considérée comme LA priorité du Président, le doute sur son engagement écologique s'est renforcé auprès des Français après le départ de Nicolas Hulot, symbole du combat contre le changement climatique et ministre de la Transition

écologique du gouvernement d'Edouard Philippe. Symboliquement, mimant inconsciemment l'expression favorite « en même temps », chère à Emmanuel Macron, Nicolas Hulot expliqua lors de sa démission avoir une profonde admiration pour le Président et le Premier ministre français mais avoir réalisé que son Président et son Premier ministre n'avaient pas encore compris que c'est le modèle dominant, le libéralisme, qui en était la cause !

Le manque de constance du duo franco-allemand au niveau écologique a fort heureusement été récupéré. Poussés par les sociaux-démocrates, ils ont finalement dû mettre de l'eau dans leur vin et, concéder en échange de la présidence de la Commission européenne quelques gages majeurs dans le domaine du droit, du social et de l'environnement. Ainsi, Ursula von der Leyen s'est-elle engagée à apporter des gages écologiques dans les 100 premiers jours de son mandat et a présenté aux eurodéputés des objectifs de réduction d'émissions plus ambitieux que par le passé, ainsi qu'un projet de "Green Deal pour l'Europe", sans compter des projets pour un investissement européen durable.

Reflet des politiques actuelles au niveau européen où le libéralisme a succédé à l'austérité, le couple franco-allemand aura donc énormément pesé dans ses désignations à 27, plaçant habilement compatriotes ou alliés. Cela offrira-t-il aux citoyens une Europe forte et ambitieuse qu'ils appellent de leurs vœux ? Les eurodéputés ont peu goûté à la méthode, et l'élection compliquée de la nouvelle Présidente de la Commission, avec le soutien des très conservateurs polonais PIS, le Fidesz hongrois d'Orbán et le Mouvement italien cinq étoiles, M5S, ne laisse pas augurer d'un agenda progressiste pourtant indispensable à un continent où croissent les inégalités et à un monde où l'Europe doit jouer un rôle clé.

*House of Cards version #UE: le couple #Merkel #Macron: leurs propres intérêts face au défi écologique et à la crise de la démocratie représentative.*  
Alain Bloëdt @ProgPost\_Feps



> AUTEUR

**Alain Bloëdt** est Senior Communications Advisor pour la FEPS et rédacteur en chef du Progressive Post.